

Histoires sahéliennes

Une aventure dessinée en 6 épisodes

Episode 3 : le Guidimakha



Ce document est produit dans le cadre du programme TAPSA (Transition vers une Agro Ecologie Paysanne au service de la Souveraineté Alimentaire), cofinancé par le CCFD-Terre Solidaire et l'AFD. Son contenu n'engage que ses auteurs.

Avec le concours d'AVI et du CCFD-Terre Solidaire



www.facebook.com/TapsaSahel/



Coordination : Grdr, 2021

Avec le concours d'AVI et CCFD-Terre Solidaire

Réalisation graphique et dessins : atelier FONS



« **Histoires sahéniennes** », un roman dessiné relatant un voyage en six étapes pour découvrir la diversité des contextes sahéniens, les enjeux associés à la transition agro-écologique et porter un regard réflexif sur l'aide au développement.

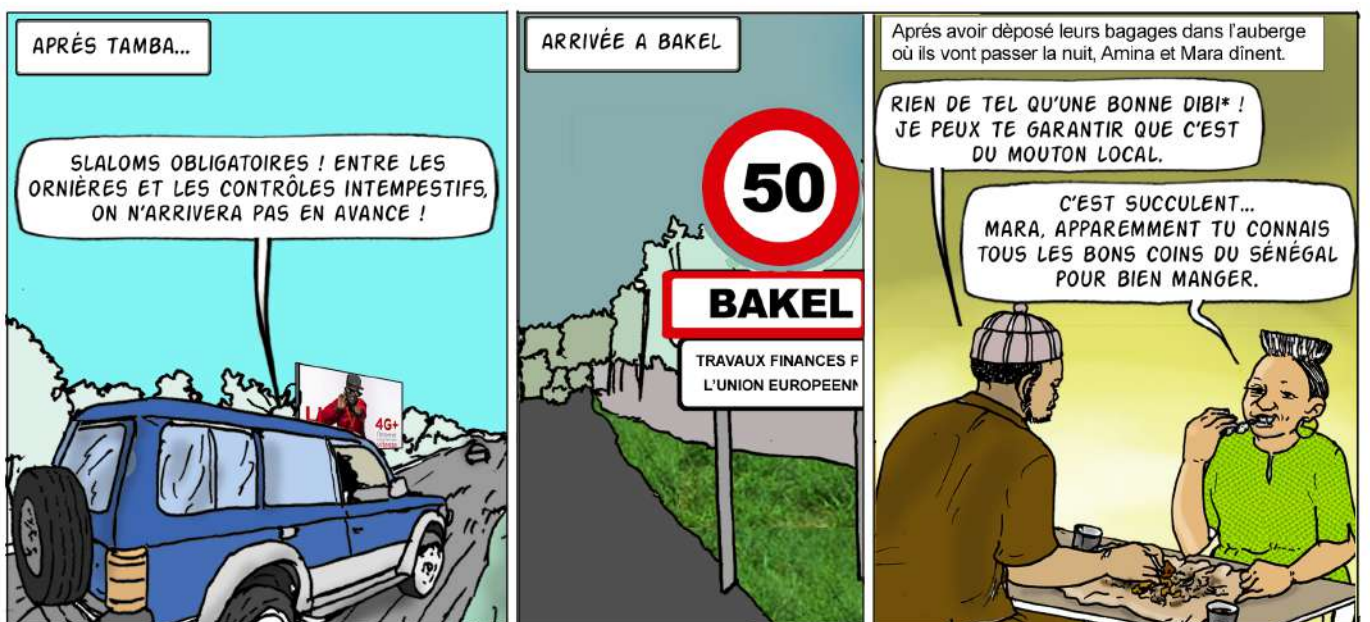
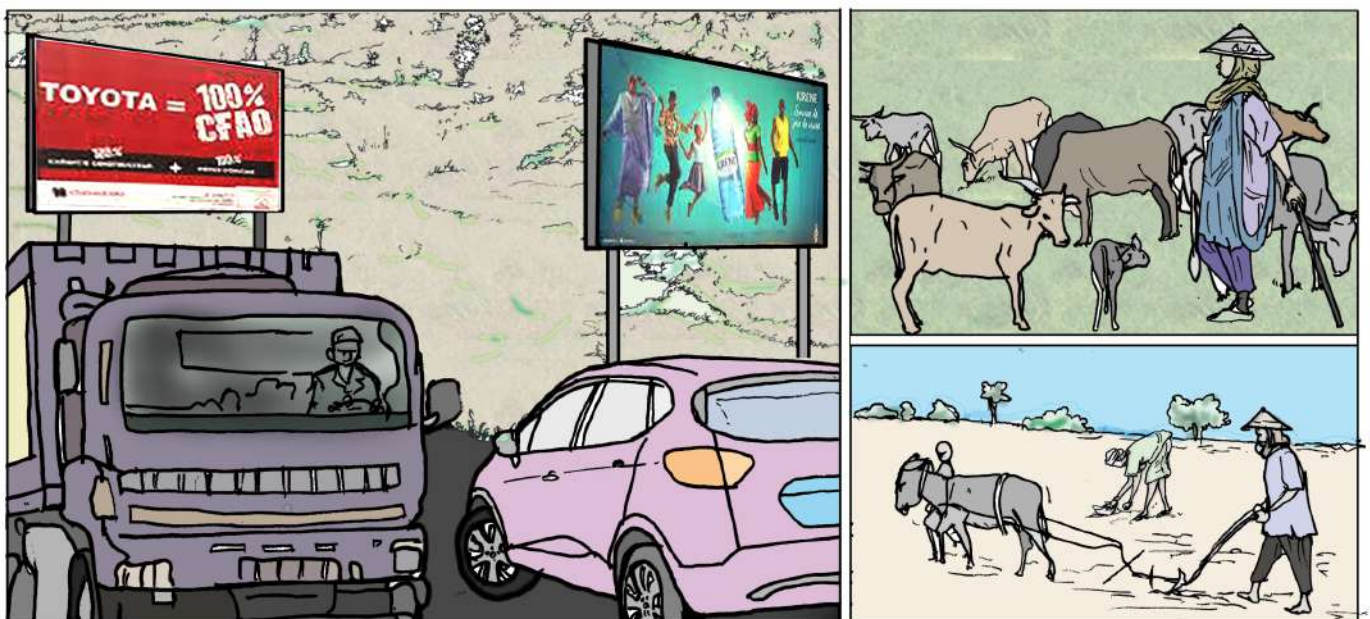
« Histoires sahéniennes » ambitionne de donner un aperçu de la diversité territoriale et sociale du Sahel occidental à travers une fiction dessinée en six épisodes à laquelle est associée une synthèse analytique relative aux territoires, notions et enjeux considérés. Il relate le voyage d'une jeune agronome ouest africaine, Amina, issue de la classe bourgeoise urbaine à la découverte de territoires sahéniens, de ce qui les

unifie et de ce qui les singularise. Ce voyage en six étapes devrait l'amener de Dakar, son lieu de vie et point de départ, à Rufisque (Sénégal), Sélilibaby (Mauritanie), Kayes-ville (Mali), Ouahigouya et Dori (Burkina-faso), Téra et Gothèye (Niger), des territoires où interviennent les partenaires du programme TAPSA au Sahel [figure ci-dessous].



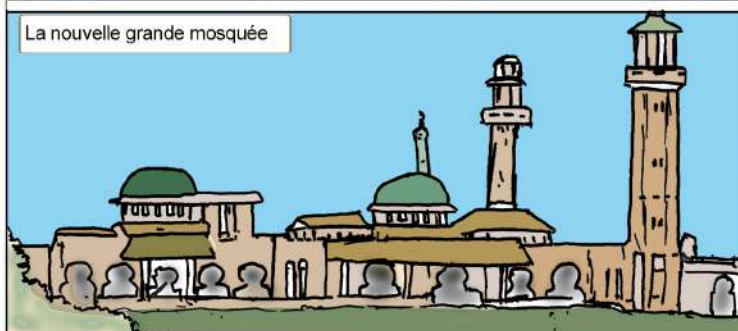


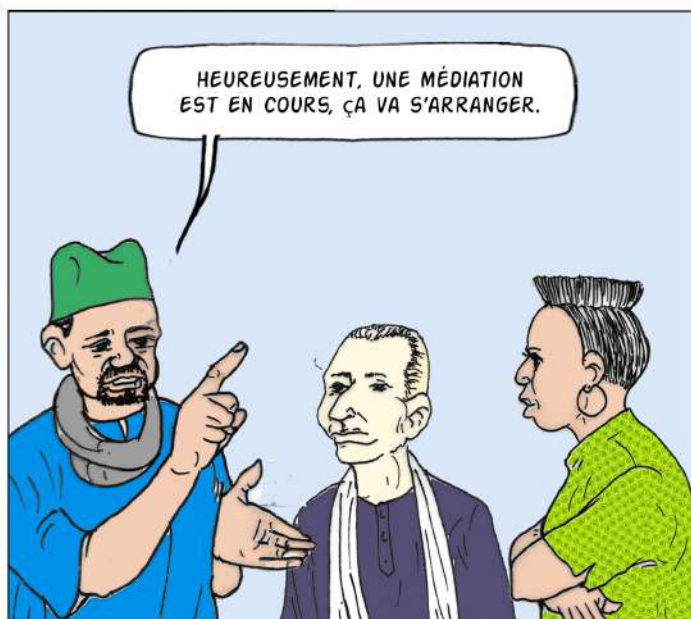
Après avoir conduit une enquête sur le site maraîcher de Lendeng (département de Rufisque, Sénégal- Cf, épisode 2), Amina part pour une mission dans une localité riveraine du fleuve Sénégal dans la commune de Gouraye, au sud de la région Guidimakha (Mauritanie). Elle doit y retrouver un collègue travaillant pour une association partenaire de l'ONG qui a recruté Amina. Cette association a sollicité l'intervention d'Amina pour qu'elle donne un avis sur les actions menées pour la « transition agro-écologique ».

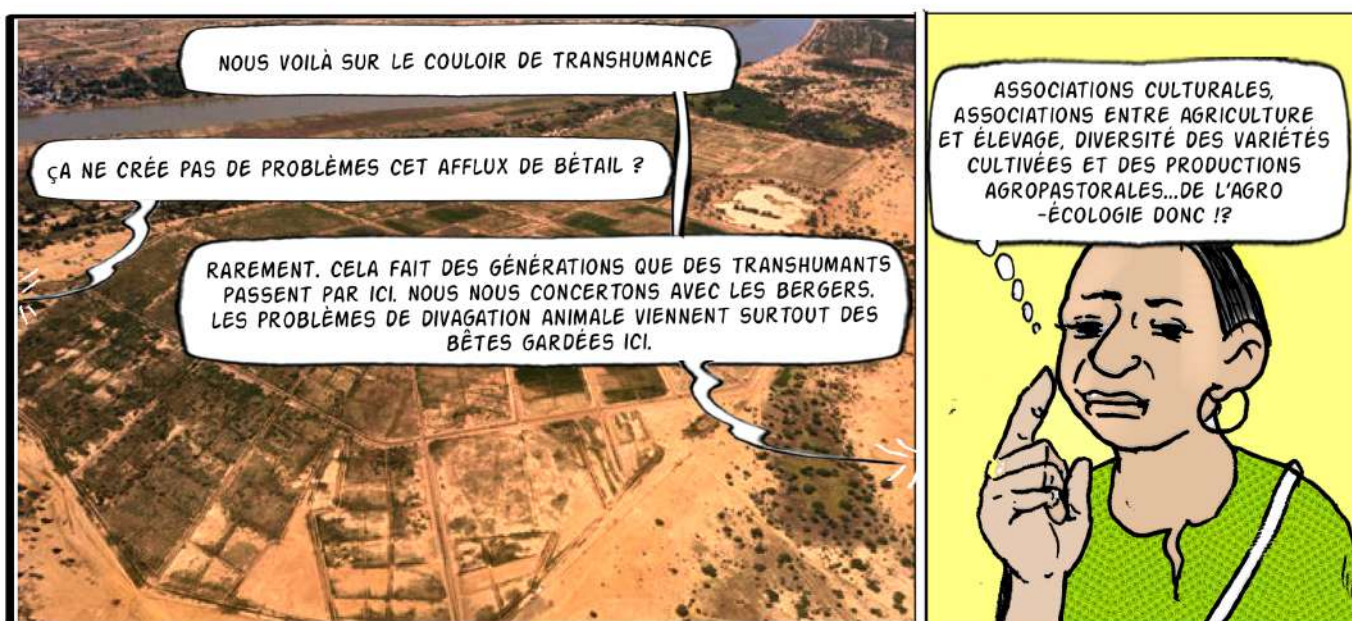
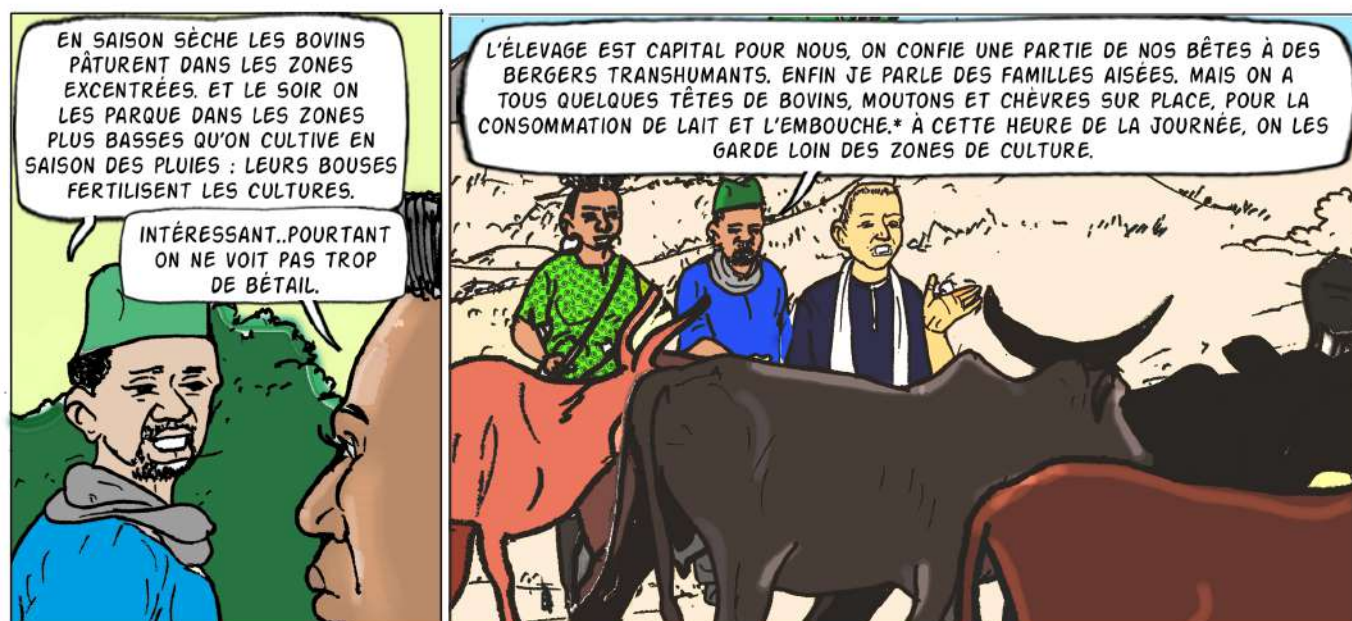


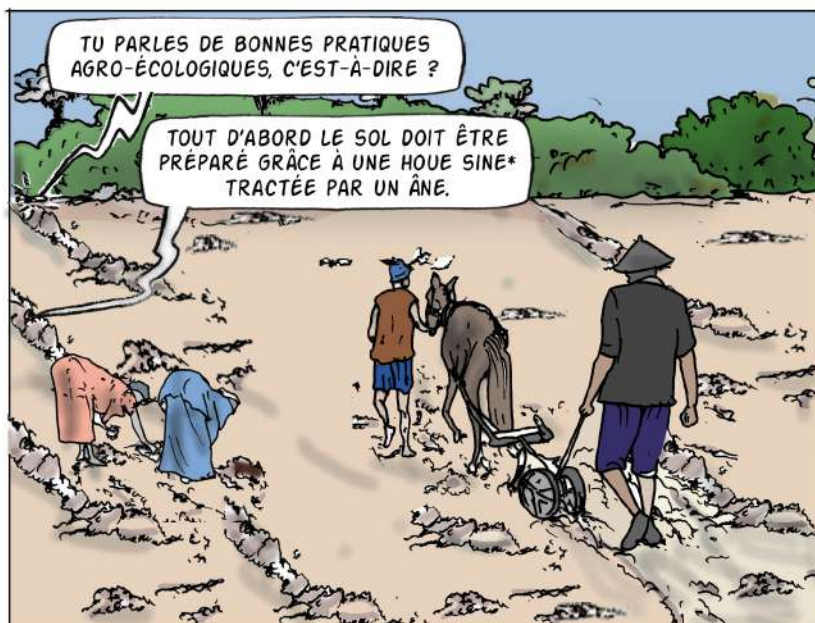
* les termes suivis d'un astérisque sont explicités après la BD

1



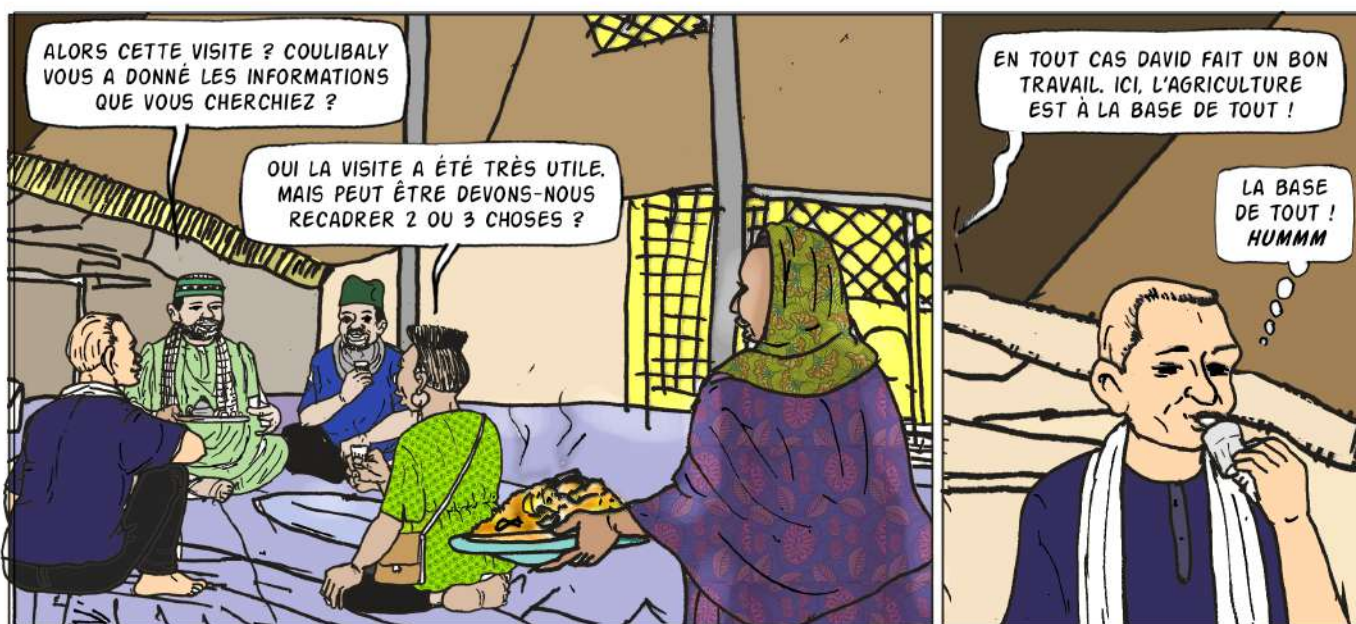












Fin de l'épisode 8

Explications relatives aux termes suivis d'un astérisque :

Bissap (*Hibiscus sabdariffa*) : terme wolof pour désigner un hibiscus à fleurs rouges, aussi dénommé « oseille de Guinée ». « Bissap » désigne aussi une boisson préparée à partir des fleurs. Les feuilles sont utilisées pour accompagner certains plats. Cette plante est souvent cultivée en association avec le sorgho, l'arachide, le niébé...

Bonnes pratiques : expression désignant des prescriptions et normes en matière de pratiques productives, de gouvernance (« bonne gouvernance »), etc. Les analogies entre l'approche par les « bonnes pratiques agro écologiques » et l'approche par la promotion des packages techniques lors de la révolution verte sont fortes : la posture des opérateurs vis à des producteurs est quasi inchangée comme on le voit ici en suivant David.

« Dibi » ou « Dibiterie » : restaurant spécialisé dans la préparation de viande rôtie et/ou grillée, le plus souvent du mouton. On distingue la « Dibi. Sénégalaise », où l'on vend essentiellement de la viande fraîche grillée au feu de bois devant le client, de la « Dibi. Haoussa », où l'on vend de la viande rôtie pendant plusieurs heures.

Embouche : technique d'élevage conçue pour un engraissement rapide. Au Sahel, ce type d'élevage est notamment pratiqué lors de la Tabaski, pour la vente de moutons. Il implique une réduction de la mobilité des bêtes, une modification de leur régime alimentaire et le recours à des intrants vétérinaires (déparasitant, vermifuge).

Houe sine : outil aratoire pour traction animale (âne, cheval), adapté au labour et sarclo-binage des sols légers.

Intensification : Le concept d'intensification d'une pratique renvoie généralement à l'idée d'un investissement accru dans un facteur de production donné. Le plus souvent, lorsqu'on réfléchit sur des systèmes de culture, on évoque une intensification en capitaux (on dépense davantage/ha) et/ou en travail (on passe davantage de temps/ha). En agro-écologie, il peut également renvoyer à l'optimisation des processus et fonctionnalités écologiques.

Marigot : terme utilisé pour désigner un cours d'eau temporaire. Pendant la saison des pluies, le bourg de Diaguily n'est pas accessible par piste depuis Gouraye.

Maliens : terme générique utilisé pour désigner les travailleurs du Mali immigrants au Guidimakha. Ils sont employés par les familles les plus aisées pour réaliser les travaux agricoles et non agricoles pénibles. Leur rôle est déterminant pour le maintien de certaines productions agricoles et l'évolution des pratiques agricoles.

Mission : dans le Sahel occidental ce terme désigne les déplacements des équipes techniques suivant les projets de développement. Il est notamment utilisé par les acteurs étatiques et les ONG.

Mosquée de Diaguily (ou grande mosquée de Diaguily) : édifice religieux inauguré en janvier 2016, après 20 années d'efforts, dont le coût dépasserait plusieurs centaines de milliers d'euros (entre 400 et 900 k€ selon les sources). Il est réputé entièrement financé par les habitants du bourg et ses ressortissants établis à l'étranger. Ces derniers sont cependant mobilisés sur bien d'autres projets, comme actuellement sur la réhabilitation des infrastructures scolaires..

Niébé (*Vigna unguiculata*) : terme wolof désignant une légumineuse répandue au Sahel, source importante de protéines pour l'alimentation humaine, en milieu urbain et rural et pour tous les milieux sociaux. Son fourrage est très apprécié des ruminants. Souvent cultivé en association avec des céréales, il joue un rôle fertilisateur.

Paysan leader (variante : paysan relais ou pilote) : expression courante pour désigner les interlocuteurs privilégiés des ONG travaillant pour le développement agricole. Dans la conception de nombreux ONG et projets, ces personnes sont considérées comme des vecteurs d'information vers et depuis les autres paysans. Ils se caractérisent souvent par leur bonne volonté à appliquer les « bonnes pratiques ».

Rakal ou rakel : terme bambara désignant un aliment destiné à l'alimentation des ruminants, composé d'une association de son de céréales (blé, riz, mil et/ou sorgho), de tourteaux (arachide, coton) et/ou de céréales (maïs). Le rakel à base de son majoritaire, le moins cher, est utilisé pour gérer la soudure fourragère, éviter trop de perte dans le cheptel. Le rakel « riche », à base de maïs ou tourteaux d'arachide, est utilisé pour l'embouche et la production laitière. Depuis la sécheresse des années 1970, le rakel un produit de base, subventionné par l'Etat.

Riz mauritanien : référence au riz irrigué, produit pour l'essentiel dans la vallée du fleuve Sénégal. La production se concentre au sud du Trarza, du Brakna et du Gorgol. Au Guidimakha, où on cultivait du riz rouge en décrue, la production de riz irrigué est très faible. En 2017, elle concernait moins de 2% des ménages (Grdr, 2021).

SONADER (Société Nationale pour le Développement Rural). Créée en 1975. L'État lui assigne les missions suivantes : • maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'exécution des études et travaux d'aménagement et de réhabilitation des infrastructures hydro agricoles des périmètres irrigués ; • surveillance, entretien et exploitation des infrastructures collectives ; • gestion des eaux ; • conseil, formation et suivi-évaluation.

Soudure alimentaire : terme désignant la période de l'année durant laquelle les familles paysannes ont épuisé les réserves alimentaires issues de leur production et doivent recourir à l'achat, à l'emprunt ou à des demandes d'aide alimentaire. Au Guidimakha, ce concept, bien qu'omniprésent dans les discours, n'a plus de pertinence dans la mesure où la production céréalière locale joue un rôle marginal dans l'accès à l'alimentation. Les préférences alimentaires des habitants s'orientent désormais vers le riz et le blé dont la production locale est faible ou nulle.

Tabaski (ou aïd el kebir ou fête du mouton) : terme wolof désignant la fête musulmane à l'occasion de laquelle il est d'usage de consommer de la viande de mouton.

LE GUIDIMAKHA, REGION SAHELIE NNE A LA CROISEE DES ENJEUX DE MOBILITE SOCIALE ET D'INTENSIFICATION AGRO-ECOLOGIQUE.

Le Guidimakha, région du sud-est de la Mauritanie frontalière du Sénégal et du Mali, est parfois présentée comme une région à « vocation céréalière », comme le « grenier de la Mauritanie », du fait qu'elle bénéficie d'une pluviométrie plus élevée que les autres régions du pays, qu'elle est riveraine du fleuve Sénégal et que sa population est en majorité rurale. En 2017, plus de 70% des familles vivant dans la région se déclaraient engagées dans la production céréalière pluviale¹. Pour autant, très régulièrement confrontés à des situations exceptionnelles du point de vue climatique, économique ou politique, les Guidimakhankés ont adopté, avec plus ou moins de succès selon leur condition sociale, des stratégies qui aboutissent à une situation où, aujourd'hui, leur niveau de sécurité alimentaire est quasi-déconnecté des niveaux de la production céréalière locale.

Comment expliquer cette tendance ? Comment se traduit-elle sur les trajectoires des systèmes de culture céréaliers, sur celles des systèmes d'élevage et, plus largement, sur l'économie régionale ? Dans un tel contexte, le soutien à des processus d'intensification agro-écologique est-il possible et à quelles conditions ?

• LES FACTEURS ET ACTEURS INFLUENÇANT LE SYSTEME ALIMENTAIRE REGIONAL.

Le cadre physique présente une grande variété et variabilité. Diverses unités morpho pédologiques, accessibles à tout ou partie de la population, font l'objet d'une mise en valeur variée et dynamique. Un réseau hydrographique structuré par quatre grands oueds et le fleuve Sénégal sillonne la région.

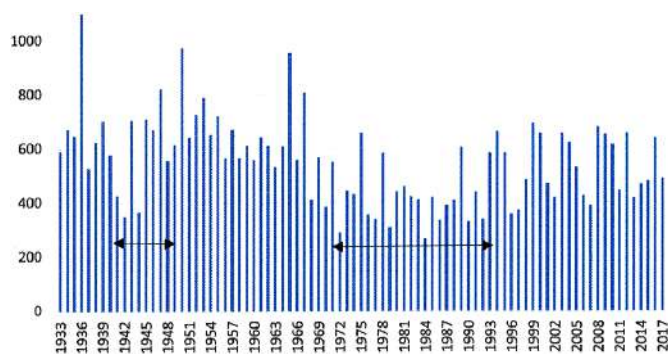


Figure ci-dessus : précipitations enregistrées à Sélibaby de 1933 à 2017.

¹ Les données relatives aux ménages présentées ici sont issues de données statistiquement représentatives collectées lors d'une enquête réalisée en septembre 2017. Cf. biblio : « Histoires de résilience » (Grdr, 2020)

Il est alimenté par des pluies concentrées sur quelques mois. L'analyse de la pluviométrie depuis 1930 montre une alternance de périodes humides et de périodes sèches. Depuis la fin des années 1990, on assiste à une hausse des cumuls pluviométriques (figure ci-dessous mais la pluviométrie apparaît très aléatoire (cf. plus bas).

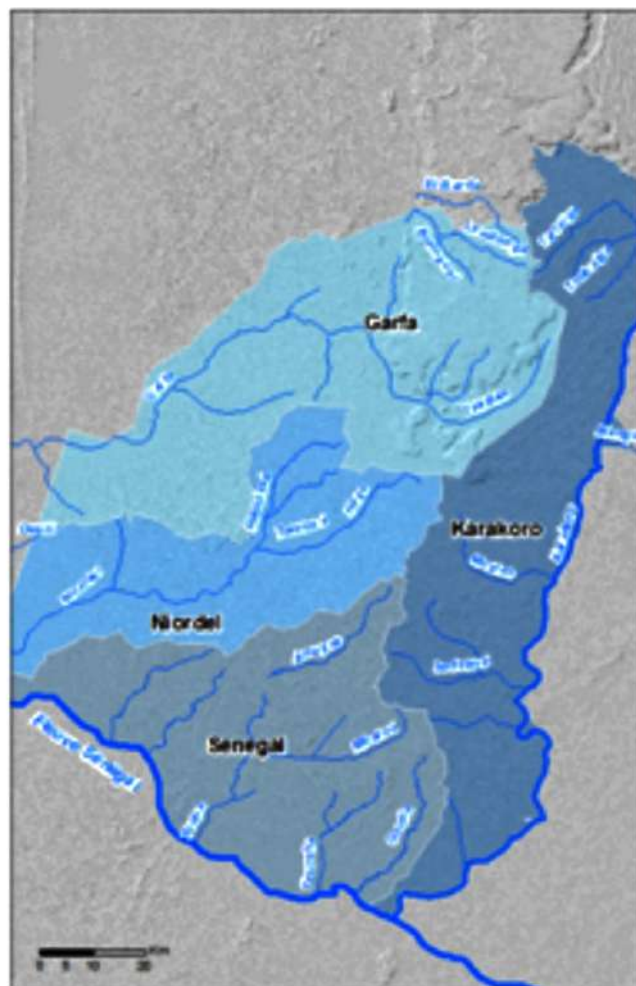


Figure ci-dessus : les bassins versants et le réseau hydrographique du Guidimakha.

L'exploitation des eaux souterraines permet, dans une certaine mesure, de composer avec cette variabilité.

L'action de l'Etat est structurante. Le dispositif d'aide alimentaire qui depuis plusieurs décennies se déploie de façon systématique au Guidimakha, les pratiques tarifaires appliquées aux importations de blé ou encore le récent soutien au développement de la filière riz irrigué sont autant d'éléments favorisant l'accès physique et économique aux deux céréales qui sont, depuis deux décennies au moins, au fondement des habitudes alimentaires régionales : le blé et le riz. En outre, l'action de l'Etat (et des Etats voisins)

sur les flux transfrontaliers se fait particulièrement ressentir dans une région à forte activité pastorale partageant des frontières avec le Mali et le Sénégal (figure ci-dessous)

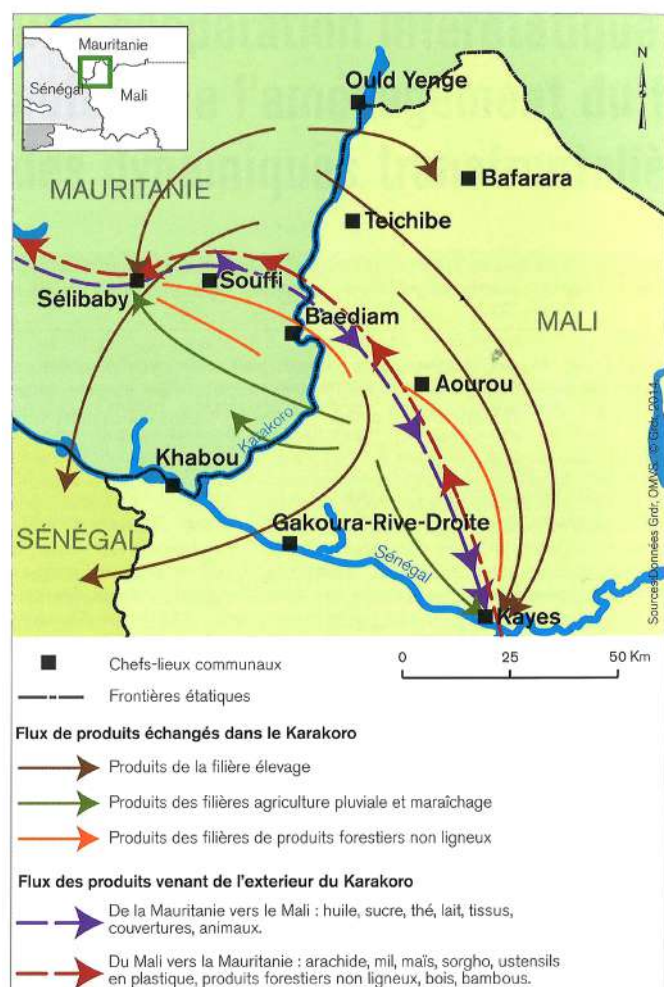


Figure ci-dessus : flux de produits agropastoraux dans le Karakoro, oued affluent du fleuve Sénégal marquant la frontière entre le Guidimakha et la région de Kayes (Mali)

En matière d'investissement dans le développement agropastoral, l'effort budgétaire apparaît en deçà des engagements de l'accord de Maputo (6% du budget national sur la période 2010-2014) et le Guidimakha n'a été concerné que marginalement par la politique de développement de l'agriculture irriguée, secteur de concentration de la politique agricole. Toutefois, les dispositions prises par l'Etat pour réguler le foncier et le pastoralisme ont contribué à modifier l'environnement productif.

Par ailleurs, l'Etat autorise et contribue à orienter les nombreux projets qui se déploient dans la région depuis les ajustements structurels. Considérée comme l'une des régions les plus pauvres du pays, le Guidimakha voit ainsi depuis les années 1990 le déploiement de nombreuses actions de développement portées par des ONG et des agences des Nations Unies. Ces acteurs interviennent également en temps de crise.

L'action des communes sur les conditions de la production agropastorale reste à ce jour limitée du fait des compétences transférées et de la faiblesse des ressources, mais elles parviennent quelquefois à favoriser la synergie entre projets. Elles ont, pour certaines, développé des capacités à dialoguer avec les associations de leurs ressortissants (diasporas) qui mènent, souvent de longue date, diverses « initiatives de développement ».

Le secteur privé enfin se déploie dans toute la région, notamment dans les services financiers (épargne et transferts), le commerce (alimentaire) de gros et de détail, le transport des biens et des personnes et les télécommunications. La région dispose d'une couverture en téléphonie mobile quasi totale.

• DES EVENEMENTS A FORT IMPACT INTERVIENNENT EN MOYENNE UNE ANNEE SUR DEUX DANS LA REGION.

On peut estimer que, depuis 1989, un événement exceptionnel avec de forts impacts sur la production agro pastorale locale et/ou les conditions socioéconomiques d'une majorité d'habitants, intervient en moyenne au moins une année sur deux au Guidimakha (cf. tableau plus bas). Cet inventaire partiel confirme que ces événements exceptionnels sont de nature très diverse et que les crises enregistrées dans leur sillage sont multifactorielles.

• DYNAMISME DEMOGRAPHIQUE VS INERTIE SOCIO-FONCIERE.

La population résidente au Guidimakha était estimée à 267 000 personnes en 2013 contre 177 000 en 2000, soit un taux de croissance annuel moyen estimé à 3,28%², supérieur donc au taux de croissance national (2,77%). Les 15-34 ans (82 500 p.) représentent plus de 30% de la population régionale. Ces quelques chiffres illustrent le dynamisme démographique régional et permettent de questionner fortement l'image, tenace, d'un Guidimakha qui souffrirait d'un exode massif de ses « forces vives ». Les jeunes n'ont probablement jamais été aussi nombreux dans la région.

Cette croissance démographique se traduit par la création de nouvelles localités (passage de 233 localités à 500 localités entre 2000 et 2013 selon l'ONS) et l'extension de la superficie et de la densité des localités existantes. Ces dernières évoluent pour certaines en gros bourgs voire en petites villes. En 2013, la région comptait 6 localités de plus de 5000 habitants (carte ci-dessous).

² Si la croissance s'est poursuivie au même rythme sur la période 2013-2021, la population résidente serait proche aujourd'hui (mai 2021) de 345 000 habitants

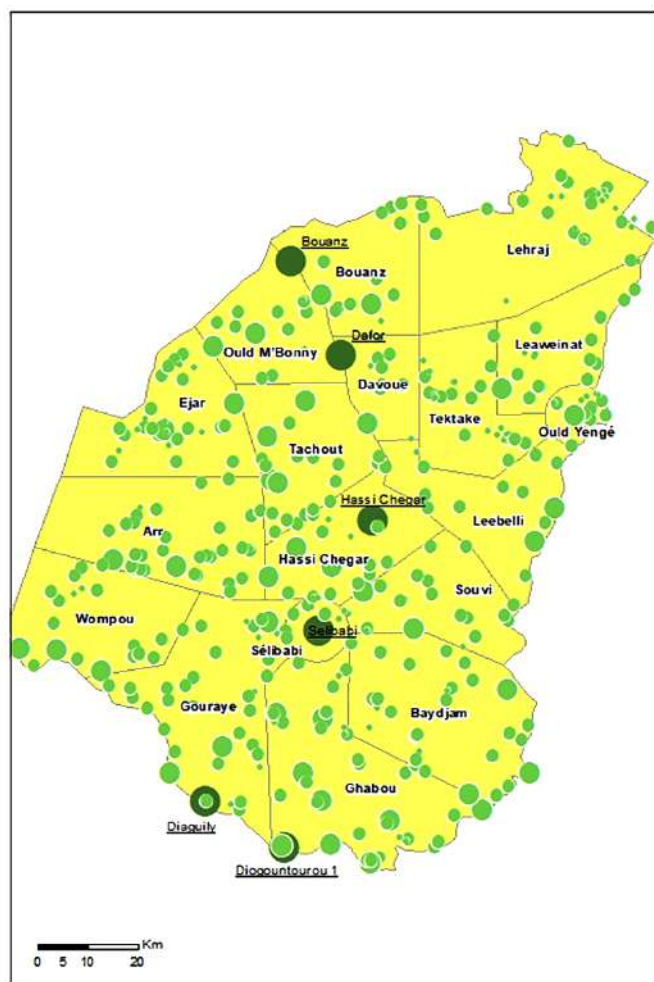


Figure ci-dessus : localités selon leur taille démographique en 2013.

Les densités démographiques sont très variables avec des extrêmes, allant d'environ 10 habitants par km² dans les communes du nord à plus de 200 habitants par km² dans la commune de Sélibabi. Elles sont partout croissantes.

Ces changements démographiques, rapides et marqués, interviennent alors que les droits fonciers effectifs des familles et personnes résidant au Guidimakha sont historiquement inégaux et remarquablement stables.

En premier lieu, les familles établies de longue date dans la région ont une maîtrise foncière élargie par rapport aux autres. Ce principe est aussi valable pour les transhumants : les familles ayant « ouvert » les axes de transhumance, à travers des travaux d'aménagement, même sommaires, ont davantage de droits que les autres.

Ensuite, la naissance des individus (statut social **du père**, ordre de naissance, sexe) détermine largement leurs droits fonciers que l'on considère les localités se revendiquant « soninké », « peule » ou « maure ». Les hommes aînés d'ascendance noble et leur famille ont ainsi davantage de droits et des droits relativement sécurisés. Ils ont notamment souvent un accès privilégié aux terres de walo et falo et à celles situées en bordure d'oueds où les aléas de production sont moins prononcés qu'ailleurs. Les femmes peuvent quant à elles accéder à la terre dès

lors qu'elles se marient. En revanche, elles ne peuvent transmettre aucun droit sur le foncier, quel que soit leur statut social. Les hommes d'ascendance servile et les familles les plus récemment établies disposent de droits souvent précaires et n'ont accès aux « bonnes terres » que de façon marginale.

Les familles d'ascendance noble, notamment à travers les investissements fonciers (micro-barrage, clôture, etc.) qu'elles réalisent ou dont elles font la promotion, tentent de maintenir ces règles foncières alors que, paradoxalement, les profits matériels qu'elles retirent de la production agricole apparaissent marginaux dans leur économie matérielle globale. Les inégalités foncières demeurent marquées et limitent, pour de nombreuses familles, les possibilités d'intensification durable.

• **DES PRATIQUES ALIMENTAIRES EN FORTE EVOLUTION, ATTESTANT DE LA DECONNEXION ENTRE LE NIVEAU DE PRODUCTION CEREALIERE LOCALE ET LE NIVEAU DE SECURITE ALIMENTAIRE.**

Des changements significatifs interviennent dans les pratiques alimentaires des Guidimakhankés. Si celles-ci demeurent différenciées, la consommation de riz, de préférence importé, au déjeuner s'impose comme une norme régionale vers laquelle la plupart des Guidimakhankés tente de converger (encadré).

Encadré : des pratiques alimentaires en évolution.

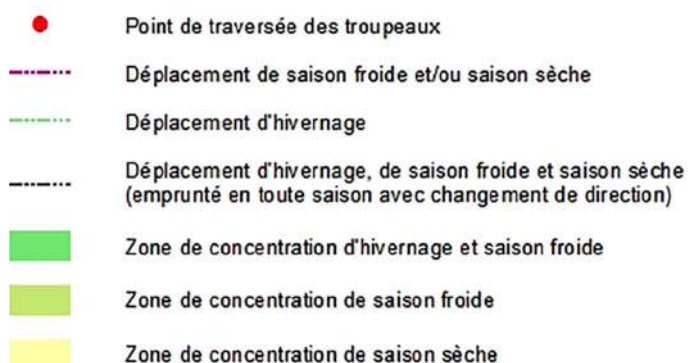
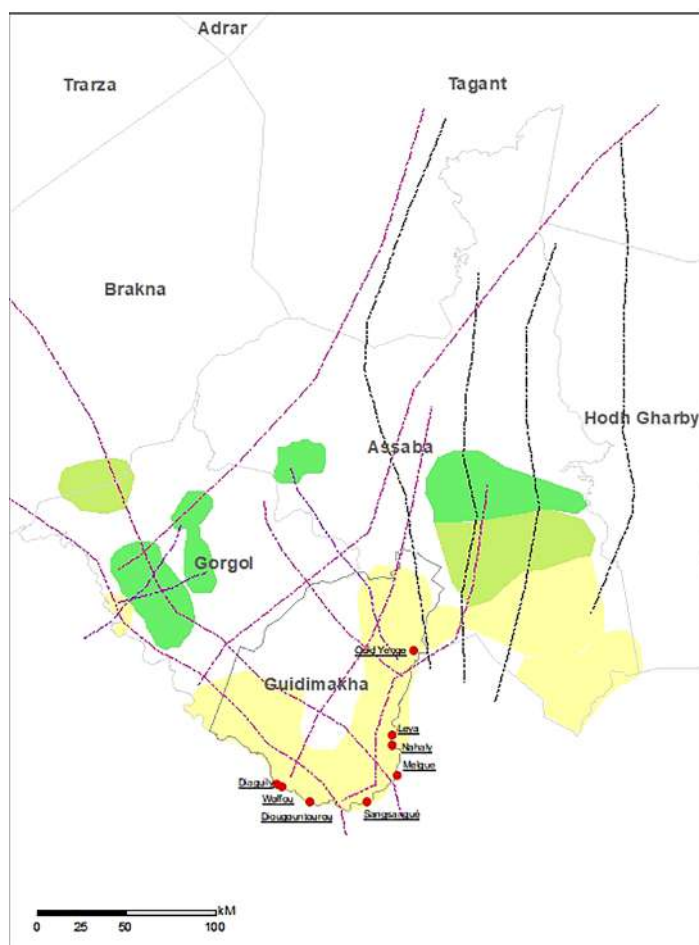
Dans les années 1950, les matières grasses provenaient principalement du lait frais ou transformé (lait caillé, huile de beurre), du karité ou des fruits de balanites. Désormais, l'huile (de soja) importée s'impose comme la source principale de lipides. Dans les années 2010, le riz importé (entier ou brisure) est consommé quasiment par tous pour le déjeuner. Il se substitue au sorgho et au maïs qui, avec le blé et ses dérivés, rentrent souvent dans la composition des plats du soir. La consommation de viande (chèvre, mouton, bœuf), rare dans les années 1950, est aujourd'hui courante (en petite quantité) lors du déjeuner. Les poissons frais consommés au Guidimakha, issus de la pêche continentale dans les années 1950, sont désormais largement importés de Nouadhibou et Nouakchott. Les cubes aromatiques (« Maggi », « Jumbo » etc.) et l'oignon accompagnent de nombreux plats du midi et du soir, y compris dans les plats dits traditionnels. Des produits de cueillette et de chasse jouent toujours un rôle important dans l'alimentation de certaines familles. L'incorporation de la poudre de feuilles de baobab, très riche en protéines, dans de nombreux plats en témoigne.

Le thé sucré se boit tout au long de la journée. La consommation de boissons sucrées en cannettes (sodas, etc.), limitée aux épisodes festifs, a

tendance à se développer au quotidien.

En soixante ans, l'alimentation s'est considérablement enrichie en matières grasses, sel et sucre. Cette évolution contribue à l'augmentation de la prévalence du diabète, de l'hypertension artérielle et du nombre de personnes en surpoids.

La notion de « soudure alimentaire » n'apparaît de ce fait plus adaptée à la région puisque celle-ci recourt depuis deux décennies au moins, structurellement et massivement, aux importations céréalières. Les flux de céréales importées sont ainsi déterminants dans la sécurité alimentaire du Guidimakha.



• LA MOBILITE DES TROUPEAUX, LA MODIFICATION DE LA COMPOSITION DU CHEPTEL ET L'INTENSIFICATION EN CAPITAUX SONT AU FONDEMENT DE LA RESILIENCE DES SYSTEMES D'ELEVAGE.

La région est le siège d'une activité pastorale intense. Une large majorité de familles (75%) y résidant possèdent des petits ruminants ou des bovins. D'autre part, en saison sèche chaude, les troupeaux des régions de l'ouest et du nord y convergent pour séjourner ou se rendre au Mali et au Sénégal puis en revenir (figure ci-dessous).

L'évolution du cheptel régional suit depuis les années 1980 deux tendances, retrouvées à l'échelle nationale : (i) croissance modérée des effectifs de bovins, (ii) croissance plus soutenue de ceux des petits ruminants. Les effectifs régionaux sont estimés à 500 000 petits ruminants (4% des effectifs nationaux EN), 250 000 bovins (17% des EN) et 70 000 dromadaires (6% des EN).

Les chiffres officiels font état de moins de 10 000 abattages par an. La consommation de lait frais (chèvre et vache), bien plus que celle de viande, est à la base de l'alimentation en protéines animales dans la région. Les exportations annuelles du Guidimakha vers Nouakchott étaient estimées à près de 190 000 petits ruminants et à 33 000 bovins il y a une dizaine d'années auxquelles s'ajoutent les exportations vers le Sénégal. Si la part de l'élevage local et de l'élevage transhumant dans ces exports est difficilement quantifiable, ces chiffres illustrent la fonction économique de l'élevage ainsi que le degré d'intégration de la région aux marchés nationaux et sous régionaux. Le Guidimakha est un des territoires stratégiques du pays pour l'élevage.

Différents systèmes d'élevage cohabitent dans la région se différenciant essentiellement par le degré de mobilité des troupeaux, la composition et l'intensité en capital et en travail. Plus la mobilité est réduite et plus l'intensité en travail et en capital est importante.

Les systèmes transhumants, au sein desquels la mobilité est la plus importante, sont connus pour avoir des vertus environnementales nombreuses : « La transhumance permet l'occupation, sur un temps limité, des pâturages ce qui assure leur régénération, la diversification des espèces, leur assainissement, la réduction des risques de feux de végétation et a fortiori la fertilité des sols. » (Assouma et al. 2017). Historiquement, c'est en changeant de parcours que l'on contourne les effets d'une année/période de crise fourragère à un endroit et un moment donnés. De nouvelles tendances s'observent depuis les années 1970-80. Tout d'abord, la modification de la composition du cheptel, avec une part croissante des petits ruminants en valeur absolue et relative. Cette première tendance de fond s'explique par le fait que ces espèces sont plus rustiques que les bovins et par l'augmentation de la demande, particulièrement en ovins : 600 000 moutons ont été exportés sur pied vers

Dakar à l'occasion de la tabaski 2019 depuis la Mauritanie. Ensuite, l'intensification en capitaux notamment pour l'achat d'intrants alimentaires (encadré) et vétérinaires, plus rarement, pour la réalisation d'infrastructures. Cette dynamique permet de contrebalancer les contraintes d'accès aux pâturages et à l'eau liées aux aléas environnementaux, à la concurrence sur l'espace et ressources et aux entraves à la mobilité animale. Ces dernières vont croissantes du fait des dynamiques d'enclosure des espaces cultivés, où fourrage et ressource en eau de surface se concentrent, des aléas politiques et sanitaires qui se traduisent par la fermeture des frontières ou encore des problèmes de vocation parmi les jeunes issus des familles de bergers.

Encadré : l'omniprésence du « rakel » dans les pratiques d'élevage, un des témoins de l'intensification en cours dans les systèmes d'élevage.

Le mot Rakel vient de la langue bambara. Il désigne un aliment destiné à l'alimentation des ruminants introduit par des commerçants en Mauritanie via le Sénégal puis le Mali. Le rakel est composé d'une association de son d'une céréale (blé, riz, mil et/ou sorgho), de tourteaux (arachide, coton) et/ou de céréales (maïs). La composition détermine les appellations et le prix. Les prix varient de 4500 UM pour le rakel le plus pauvre (son majoritaire) à 6000 UM pour le plus riche³ (tourteaux d'arachide majoritaires). L'origine est aussi déterminante dans la qualité. Le rakel fabriqué au Mali et au Sénégal est ainsi plus apprécié que celui fabriqué en Mauritanie.

Depuis la sécheresse des années 1970, c'est un produit de base, que l'on peut se procurer dans les localités les plus importantes de la région mais également dans des boutiques de détail implantées dans de petites localités. L'utilisation est variable selon les qualités. Le rakel à base de son majoritaire est ainsi utilisé comme un aliment pour gérer la soudure fourragère, éviter trop de perte dans le cheptel. Le rakel à base de maïs ou arachide majoritaire est utilisé pour la production laitière, l'embouche.

• DES SYSTEMES DE CULTURE PLUVIAUX MAJORITAIREMENT EXTENSIFS, CONDUITS SELON DES PRINCIPES RENVOYANT A L'AGRO ECOLOGIE.

La production céréalière au Guidimakha est largement dominée par la production sèche de sorgho. Celle-ci atteindrait en moyenne 14 000 tonnes annuelles ces 5 dernières années, moins de 20% donc de la production céréalière nationale. La production, très majoritairement manuelle, se concentre autour des oueds et dans les

zones inondables. Elle recule sur les zones exondées (dieri). Cette production stagne depuis les années 1980. Elle décline relativement à la population. En 2017, elle concernait 72% des familles.

La fréquence des événements exceptionnels, la précarité foncière de nombreux agriculteurs, l'évolution des habitudes alimentaires des Guidimakhankés ou encore la nature des politiques publiques sont autant d'éléments peu favorables à la production de sorgho. Le fait que les Guidimakhankés produisent en moyenne 14 000 tonnes de sorgho est donc la preuve d'une résilience voire d'une résistance certaine.

Cette capacité de résilience s'explique par la nature du système semencier, caractérisé par une biodiversité importante dominée par des écotypes de pays permettant de valoriser différentes parties de l'écosystème tout en gérant les risques sanitaires, et par des modalités d'approvisionnement indépendantes de soutien extérieur (encadré). Elle s'explique ensuite par le fait que les systèmes de culture dominants sont extensifs en capitaux car peu intensifs en intrants. La fertilisation minérale et/ou l'utilisation de pesticides agrochimiques pour les cultures pluviales sont l'exception alors que le parcage nocturne de bétail qui permet un transfert de fertilité des zones pâturées vers les zones cultivées ou l'association entre céréales et légumineuses sont des pratiques courantes. Aussi, dès lors qu'un actif dispose d'un accès au foncier, des savoirs faire et de la force physique nécessaires, il peut se lancer dans la culture céréalière même sans grande capacité financière et après plusieurs années difficiles.

Encadré : Les principaux écotypes de sorgho cultivés au Guidimakha

Dans les zones non inondables, où la pression foncière est faible, on rencontre essentiellement des écotypes à panicule lâche ou semi lâche dont le cycle n'excède pas 3 mois : « nienico », « chouettra », « hanini », « sidi nieleba », « mamouma », « ndabiri ». Moyennement appréciés par les consommateurs, ils s'accommodent de sols sablo limoneux, supportent relativement bien les périodes de déficit hydrique qui surviennent régulièrement, mais s'avèrent souvent plus appréciés par les oiseaux que les variétés de bas-fonds. Leur rendement n'excède pas 600 kg/ha. Il s'agit d'écotypes en recul, cultivés par défaut par les familles qui n'ont pas accès aux terres de bas-fonds.

Dans les zones inondables, le long des oueds, où la pression foncière est la plus importante, on cultive essentiellement des types variétaux à panicule compacte dont le cycle s'étend de 4 à 6 mois en fonction de l'écotype considéré : « fella », « taghalit », « bougedra », « gadiaba ». Il s'agit des variétés les plus appréciées par les consommateurs. Elles supportent les excès d'eau, fréquents dans

³ Référence juillet 2020, prix au détail à Nouakchott

cette partie de l'écosystème, et préfèrent les sols à dominante argilo limoneuse. La fertilité est à ce niveau renouvelée par les apports de limons transportés par les oueds. Leur rendement peut dépasser 1 tonne/hectare.

On doit aussi relever l'importance du sorgho pour l'affouragement du bétail. Tiges et feuilles sont ainsi récoltées et stockées au même titre que les épis.

Toutefois, émergent çà et là de réelles dynamiques d'intensification en capitaux des systèmes de culture céréaliers pluviaux, essentiellement pour la réalisation de travaux d'enclosure et garantir la surveillance des espaces cultivés. Ces dynamiques concernent essentiellement les localités les plus anciennes et certaines des familles fondatrices de celles-ci. Dans un contexte de forte croissance démographique et de contestation sociale latente, elles visent autant à garantir les niveaux de production qu'à sécuriser un patrimoine foncier de plus en plus convoité : les zones de bas-fonds et de culture de décrue.

- **L'EXPANSION DE L'IRRIGUE : UNE TENDANCE NON AVEREE POUR LA PRODUCTION DE RIZ ET SANS DOUTE LIMITEE POUR LA PRODUCTION LEGUMIERE. DES PRATIQUES DE PRODUCTION MIXTES.**

Le développement de la « petite irrigation » est constaté, notamment en bordure du fleuve Sénégal et en périphérie des centres urbains et gros bourgs de la région.

Bien qu'historiquement l'Etat, à travers la SONADER en particulier, ait promu l'irrigation pour la production rizicole, seuls 1,5% des ménages du Guidimakha déclaraient avoir cultivé des céréales irriguées sur l'année 2016-2017. En revanche, 28% d'entre eux disaient avoir produit des légumes irrigués durant cette période. Cette production maraîchère irriguée est orientée vers les végétaux/légumes de consommation courante (choux, aubergines amères, navets etc.), notamment vers l'ultra-frais (laitue, menthe, etc.) et pour la vente.

L'ampleur du développement de ce secteur reste à préciser. Très soutenue par les nombreux « projets de développement » mis en œuvre dans la région (apport d'équipements, d'intrants, formations), l'extension de la production maraîchère irriguée est sans doute limitée par des contraintes majeures : la demande alimentaire, la concurrence des importations⁴, la pénibilité du travail (notamment pour l'exhaure et la distribution de l'eau, les sarclages), les fortes chaleurs de mars à juin et, dans de nombreux endroits, le tarissement des points d'eau pour l'irrigation à compter de mars.

La production de légumes irrigués est essentiellement le fait de femmes, souvent regroupées en collectif servant d'intermédiaire avec les ONG et les services de l'Etat.

Ces dernières ont des pratiques de production mixtes : les pratiques de rotations culturales, d'auto production de semences pour de nombreux légumes, de fertilisation organique sont souvent combinées à des pratiques de fertilisation minérale et de traitements agrochimiques.

- **L'ELEVAGE, LA MOBILITE DES ACTIFS ET LA DIVERSIFICATION ECONOMIQUE QU'ELLE PERMET SONT DES CLES DE LA RESILIENCE ALIMENTAIRE DES MENAGES...A CERTAINES CONDITIONS.**

En novembre 2017, 90% des familles du Guidimakha affichaient un profil de consommation alimentaire (Score de Consommation Alimentaire ou SCA) jugé conforme aux normes du PAM.

L'analyse montre qu'il n'a pas de corrélation entre le fait de cultiver des céréales sèches (tous systèmes de culture et surfaces confondus) et le fait d'avoir un bon SCA : il n'est ni suffisant ni même nécessaire de cultiver du sorgho pour avoir un bon niveau de sécurité alimentaire. Ce constat confirme la déconnexion entre le niveau de sécurité alimentaire et le niveau de la production céréalière locale. Le riz et le blé sont à la base des préférences alimentaires régionales, bien plus que le sorgho. La dernière crise alimentaire majeure qui a frappé la région, en 2007-2008, est consécutive à la hausse du prix de ces deux céréales, non à une crise de la production de sorgho.

Pour autant, près de ¾ des familles cultivaient ces céréales en 2017. Extensive en capitaux, donc de ce point de vue accessible à tous, elle permet en outre de produire du fourrage pour le bétail et de marquer l'espace dans un contexte de pression foncière croissante. On doit aussi relever que les termes de l'échange entre sorgho et céréales importées sont favorables, notamment pour le fella, variété de sorgho la plus appréciée des consommateurs.

Le constat est inverse en ce qui concerne l'élevage : le fait d'élever des ruminants est toujours associé à un meilleur SCA. L'élevage est une activité moins risquée, plus rémunératrice et moins pénible que l'agriculture en sec avec notamment un marché très porteur, en particulier pour les ovins. Il n'est pas surprenant dans ces conditions que les efforts d'intensification en capitaux s'observent avant tout sur l'élevage. Pour autant, l'activité comporte des risques comme les vols (zone frontalière) et suppose de pouvoir mobiliser des fonds quelquefois conséquents en cas de soudure ou de problème sanitaire. L'accès au rakal, aliment pour bétail, apparaît comme un enjeu stratégique.

L'analyse par cluster suggère que la diversification des activités est une stratégie gagnante : plus le système d'activités est diversifié et meilleur est le SCA. En première approximation, on peut considérer que la polyvalence des actifs familiaux est déterminante pour obtenir un bon SCA. Autrement dit, c'est en combinant agriculture, élevage à des activités extra agropastorales que l'on peut garantir

4 Notamment du Sénégal et du Maroc. Cette concurrence est plus ou moins prononcée selon les légumes et zones considérées.

un accès satisfaisant à l'alimentation. Cette conclusion doit cependant être nuancée, une diversification trop importante s'apparentant davantage à de la débrouille qu'à une stratégie réelle de résilience.

La diversification du système d'activités suppose la mobilité d'une partie des actifs dans la mesure où les opportunités de diversification sont localement restreintes. Toutefois, il ressort de notre analyse que le fait qu'une famille comporte un/des actif(s) en mobilité contribuant au revenu de la famille n'est pas toujours significativement corrélé à un meilleur SCA. Le type d'activité menée à l'extérieur du terroir conditionne en effet l'importance et la fréquence des transferts monétaires qu'il faut également rapporter à la taille du noyau familial. Il faut également considérer l'impact de l'action des collectifs de ressortissants du Guidimakha établis dans le monde. Ces collectifs parviennent, pour certains, à avoir un impact significatif positif sur l'accès aux « services de base », en particulier à l'eau potable (Grdr, 2019c).

Ces nuances apportées, on retiendra que les systèmes d'activités localisés de la première moitié du 20ème siècle ont laissé la place à des systèmes d'activités multi-situés et diversifiés et que la polyvalence des actifs et les mobilités humaines sont une condition du maintien d'une majorité de personnes davantage qu'un marqueur de crise.

• **CONCLUSION : LA SECURISATION FONCIERE COMME PREALABLE A L'INTENSIFICATION AGRO-ECOLOGIQUE.**

C'est finalement par la combinaison de multiples activités que les familles du Guidimakha parviennent, avec des degrés divers de réussite, à sécuriser leur alimentation et à accomplir leur projet de vie. Les complémentarités et synergie entre agriculture et élevage sont bien réelles. Mais il faut également considérer la part conséquente et

croissante de « l'extra agro pastoral » dans l'économie de la région, développement que l'on doit largement à la mobilité des actifs, à leur capacité à circuler.

Au Guidimakha comme dans d'autres régions du monde « l'ancrage local et la migration sur les deux revers de la même médaille » (Valette, 2015). Cette mobilité doit être soutenue et sécurisée dans toutes ses dimensions. La mobilité géographique tout d'abord. La mobilité sociale enfin et peut-être surtout : sans changements socio-fonciers significatifs dans les prochaines décennies, les risques de conflits s'accroîtront au Guidimakha et limiteront les possibilités d'une intensification durable de la production agricole et pastorale.

Bibliographie :

Grdr (2014) Atlas de la moyenne vallée du fleuve Sénégal : centres et périphéries. 76 p. <https://grdr.org/L-atlas-de-la-Moyenne-Vallee-du-Fleuve-Senegal>

Grdr (2011) Atlas du sud-est mauritanien : dynamiques rurales 174 p. [Atlas du Sud-est mauritanien \(grdr.org\)](https://grdr.org/Atlas-du-Sud-est-mauritanien)

Grdr (2020) Histoires de résilience (agropastorale) au Guidimakha 62 p. [L'Atlas «Histoires de Résilience du Guidimakha» \(grdr.org\)](https://grdr.org/L-Atlas-Histoires-de-Résilience-du-Guidimakha)

Grdr (2019) Histoires sahéliennes. Episode 1 : Dakar 24 p. [Histoires sahéliennes - Episode 1 : Dakar \(grdr.org\)](https://grdr.org/Histoires-saheliennes-Episode-1-Dakar)

Grdr (2020) Histoires sahéliennes. Episode 2 : Rufisque (Sénégal) 24 p. <http://www.grdr.org/Histoires-saheliennes-Episode-2-Rufisque-1698>

Tableau ci-dessous :

Événements exceptionnels majeurs intervenus sur la période 1989-2020 au Guidimakha ayant eu un fort impact négatif sur la production agro pastorale et/ou la situation socio économique d'une majorité de familles.

[illegible]



Ci-dessus : vue aérienne de Hassi Chagar, localité du centre du Guidimakha, octobre 2017.



Ci-dessus : vue aérienne de Hassi Chagar, localité du centre du Guidimakha, janvier 2018.

Histoires sahéliennes

Une aventure dessinée en six épisodes

Episode 3 : le Guidimakha.

Amina, jeune agro-économiste, se rend à Diaguily, un bourg du sud du Guidimakha (Mauritanie) situé en bordure du fleuve Sénégal, pour y rencontrer un homologue travaillant pour une ONG.

Dans quelle mesure peut-on considérer qu'il y a dans cette zone un réel enjeu de transition agro-écologique ? A quelles échelles ce dernier est-il posé ? Que penser de la très populaire approche de « promotion de bonnes pratiques » parmi les ONG et leurs bailleurs de fonds ?

Quelques-unes des questions abordées dans le présent épisode.

